

Unité départementale de la Vendée  
53 rue de Verdun (adresse provisoire)  
85000 La Roche sur Yon  
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-  
durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 08 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/07/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **TRIVALIS**

L'Etrolle  
85320 LES PINEAUX

Références : D 22.0299

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2022 dans l'établissement TRIVALIS implanté L'Etrolle 85320 LES PINEAUX. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIVALIS
- L'Etrolle 85320 LES PINEAUX
- Code AIOT dans GUN : 0006305148
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Trivalis exploite une installation de stockage de déchets non dangereux autorisée par un arrêté préfectoral du 25/02/2008 modifié. Le site réceptionne principalement des encombrants de déchèteries.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Réception de casiers de stockage

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Programme d'échantillonnage	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18	/	Sans objet
Dossier technique établissant la conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20.II	/	Sans objet
Barrière de sécurité passive (BSP) – fond du casier	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	/	Sans objet
Barrière de sécurité passive (BSP) – flancs des casiers	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	/	Sans objet
Barrière de sécurité passive (BSP) – stabilité des flancs	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Barrière de sécurité active (BSA) – géomembrane	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9.I et 19 3ème alinéa	/	Sans objet
Barrière de sécurité active (BSA) – massif drainant	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 9.II	/	Sans objet
Equipements de collecte et de traitement des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.I	/	Sans objet
Bassins de stockage des lixiviats	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.II	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater la bonne réalisation des travaux de préparation de deux nouveaux casiers de stockage CB9 et CB10. Les documents associés à ces travaux, incluant l'ensemble des vérifications qualités réglementaires ont été transmis à l'inspection et examinés.

Aucune observation n'a été formulée pour la mise en exploitation de ces casiers.

Selon l'exploitant, la mise en service du casier CB9 devrait intervenir dans le courant du mois d'août 2022.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : Programme d'échantillonnage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification de la barrière de sécurité passive
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier.</p> <p>En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné.</p>
<p><b>Constats :</b> Le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la BSP a été rédigé par GINGER BURGEAP selon les normes en vigueur. Ce programme, en date du 08/11/2021, spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues.</p> <p>Ce programme transmis à l'inspection le 10/11/2021 n'a pas fait l'objet d'observation.</p> <p>Les contrôles spécifiés dans ce programme ont été mis en oeuvre par le contrôle extérieur GEOLOGIK ENVIRONNEMENT.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### Nom du point de contrôle : Dossier technique établissant la conformité de l'installation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20.II

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information du préfet – fin des travaux d'aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : - de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ; - des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).
<b>Constats :</b> Dossier technique du 30/06/2022 réalisé par GINGER BURGEAP validant la mise en fonctionnement des casiers bioréacteurs CB9 et CB10 Etat d'avancement du casier : Superficie de 3 300 m <sup>2</sup> pour CB9 et 2 955 m <sup>2</sup> pour CB10 (cf. plans et coupes du casier figurant dans le Dossier de Réception des Travaux). La mise en exploitation du casier CB9 est prévue pour aout 2022 (CB10 est en attente pour une exploitation différée).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Barrière de sécurité passive (BSP) – fond du casier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Constitution de la barrière passive sur le fond
<b>Prescription contrôlée :</b> La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite barrière de sécurité passive constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants : - le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10-9 m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur et une couche de perméabilité inférieure ou égale à 1.10-6 m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ; [...] Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme.
<b>Constats :</b> La couche de 5 m de perméabilité inférieure ou égale à 1.10-6 m/s est présente naturellement. Ce point a fait l'objet de reconnaissances et d'essais in situ au stade de l'étude géologique et hydrogéologique détaillée du bassin 5, qui est annexée au Dossier de Demande d'Autorisation d'Exploiter (rapport BURGEAP référencé RNa.206/A.9004/C.504073 du 1er juin 2004). Cette étude a notamment mis en évidence : - au niveau de CB9, le sous-sol admettait, à partir de 2 m de profondeur, une colonne d'au moins 7 m disposant d'une perméabilité inférieure ou égale à 1.10-6 m/s. - au niveau de CB10, le sous-sol admettait, à partir de 3 m de profondeur, une colonne d'au moins 5 m disposant d'une perméabilité inférieure ou égale à 1.10-6 m/s.
<b>Caractérisation des matériaux :</b> Les prélèvements de matériaux et leur caractérisation en laboratoire ont été effectués par LRM pour le compte de CHARIER TP. Il a été réalisé une caractérisation GTR avec analyse granulométrique, une étude proctor normale suivant la norme NF P 94-093 et un essai de perméabilité selon la norme NF X 30-420, simple anneau fermé à charge constante.
<b>Planches d'essais de compactage et de perméabilité :</b> Elles ont été réalisées le 08/02/2022 par GEOLOGIK ENVIRONNEMENT et elles fixent les recommandations de mise en oeuvre des matériaux du site et d'apport : matériels à utiliser, épaisseur des couches, teneur en eau, surface de compactage, densité de compactage, etc. Le compte-rendu de la planche d'essai des matériaux argileux d'apport définis par le contrôle extérieur, ainsi que les PV des essais de perméabilité de la planche d'essai, figurent dans le DOE de GEOLOGIK ENVIRONNEMENT (cf. Annexe 1 – pages 12 à 39).
<b>Essais de perméabilité :</b> Le contrôle extérieur de la perméabilité de la BSP sur le fond de chaque